



ARRETE MUNICIPAL n°ACR_2022_0734
ARRÊTÉ MUNICIPAL PROVISOIRE D'INTERDICTION DE STATIONNEMENT
DES POIDS-LOURDS DE PLUS DE 3,5 TONNES DU 19/12/2022 AU 31/05/2023

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2211-1, L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L 2521-2 ;

VU le Code de la Route, notamment les articles L325-1 et R417-10 ;

VU le Code Pénal notamment l'article R610-5 ;

VU l'ordonnance générale de police du 1er juin 1969 (N° 69-1593) relative à la circulation intense sur les voies publiques du département du Val-de-Marne ;

VU les instructions interministérielles sur la signalisation routière, notamment le livre 1, huitième partie concernant la signalisation temporaire ;

CONSIDÉRANT la nécessité de réglementer le stationnement des véhicules de plus de 3,5 tonnes,

CONSIDÉRANT la configuration des voies de Charenton-le-Pont, leur sinuosité et leur encombrement les rendant dangereuses ou inconfortables pour le stationnement des poids lourds de plus de 3,5 tonnes,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'améliorer la qualité de vie urbaine en garantissant la sécurité et la tranquillité publique,

CONSIDÉRANT que l'intérêt majeur de la sécurité et la tranquillité publique justifie pleinement l'interdiction de stationner sur certaines voies pour les poids lourds de plus de 3,5 tonnes,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

À compter du 19 décembre 2022 et jusqu'au 31 mai 2023, le stationnement des poids-lourds de plus de 3,5 tonnes est interdit et gênant sur l'ensemble des emplacements de stationnement situés dans les zones vertes de la Ville de Charenton-le-Pont.

ARTICLE 2 :

Toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera affiché.



Le non-respect par les tiers de cette interdiction de stationner est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R417-10 du Code de la Route.

Les véhicules laissés en stationnement pourront être retirés immédiatement de la voie publique et mis en fourrière dans les conditions prévues à l'article L325-1 du Code précité.

ARTICLE 4 :

Madame le Commandant de Police divisionnaire fonctionnel et Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera :

- publié ;
- transmis au Commandant de Police divisionnaire fonctionnel et au Chef de la Police Municipale.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Melun (43 rue du Général de Gaulle – 77008 MELUN) dans un délai maximum de deux mois à compter de sa date de publication. Cette juridiction administrative peut également être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr.

Fait à Charenton-le-Pont, le 15 décembre 2022

Pour le Maire et par délégation,

Pascal TURANO

**Premier Maire-Adjoint chargé de la sécurité, de la réglementation, de la voirie et de l'habitat social
Vice-Président du territoire ParisEstMarne&Bois**

